



Ouverture des musées 7 jours sur 7 **On nous cache tout, on nous dit rien**

Nous étions alors au cœur de l'été dernier, le 24 juillet 2014, et nous apprenions par la presse - le Figaro - que le Président de la République avait dans l'idée d'ouvrir les musées 7 jours sur 7.

Depuis cette annonce estivale du Président au musée Soulages à Rodez, un an s'est écoulé. Et presque rien. Rien en tous cas ou alors très très peu sur le terrain du dialogue social et de la transparence des informations dues aux personnels et à leurs représentants.

Il aura fallu que les organisations syndicales représentatives au Comité technique ministériel demandent ensemble et unanimes à la Ministre de diligenter une inspection pour que l'IGAC soit effectivement saisie et missionnée.

Quid des travaux de l'inspection générale et surtout du rapport remis à la Ministre ? Nous n'en savons rien. Toujours rien. On nous dit dans les milieux autorisés - au cabinet - que ce rapport n'est pas encore rendu. Difficile à croire même en jouant les candides quand on sait que les inspecteurs ont bouclé les dernières auditions fin février.

En tous cas, pendant ce temps-là, une chose est sûre : l'hostilité à ce projet absurde et dangereux n'a cessé de grandir. **C'est toute la communauté des musées - et en particulier la communauté scientifique - qui s'accorde à dire que ce projet est une hérésie** ; que l'ouverture 7 jours sur 7 ne répondrait à aucune des questions posées aujourd'hui aux musées ; qu'elle aggraverait même de façon substantielle la situation ; qu'elle mettrait en péril les collections et nuirait à leur présentation aux publics en entraînant un taux de fermeture des salles inégalé ; qu'elle porterait gravement atteinte aux conditions de travail des agents publics et des salariés des entreprises extérieures, à leurs missions, leurs droits, à leur carrière et à leur santé.

Pendant ce temps-là, les assemblées générales des personnels se sont multipliées, et d'abord dans chacun des musées expressément concernés : le Louvre, Orsay, Versailles. Toutes ces assemblées ont montré la détermination des personnels à faire bloc, à faire front et à s'opposer sans hésitation à un projet insupportable et inutile.

Fleur Pellerin doit prendre la mesure de la mobilisation et du rejet massif de ce projet tel qu'il s'est manifesté le 9 avril dernier. Elle ne peut plus éluder les questions qui lui sont posées et les revendications qui s'expriment dans le rassemblement et l'unité. Madame la Ministre doit apporter aux agents, sans plus attendre, la garantie que ce projet sera abandonné. Elle doit assurer que le ministère fera en sorte, enfin, de reconnaître le travail de toutes celles et ceux qui contribuent activement depuis des années à la modernisation des musées et à leur immense succès.

Avec les personnels et avec tous ceux qui portent haut l'idée d'un service public des musées qui va de l'avant, nous voulons lancer un avertissement : que les décideurs qui décident, et qui décident souvent, comme par hasard, pendant l'été, ne s'avisent pas de prendre cette décision, et surtout pas en catimini, pendant l'été. Ce serait insulter l'avenir. Ce serait ni plus moins qu'une déclaration de guerre en bonne et due forme. A bon entendeur... !

Paris, le 3 juin 2015